

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Chalon-sur-Saône

le 09/02/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/01/2022

Contexte et constats

Publié sur



VIPA SARL

Le Chevannet
71430 ST VINCENT BRAGNY

Références : AC/MV/2022/C_021

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2022 dans l'établissement VIPA SARL implanté Le Chevannet 71430 ST VINCENT BRAGNY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du dossier de cessation partielle de la carrière VIPA autorisée par arrêté préfectoral du 16 juin 2000 transmis initialement en 2020 et complété en 2022 (une partie de cette carrière située sur la commune de Saint-Vincent-Bragny a été reprise dans l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré à la société SARL VIPA en date du 18/11/2019).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VIPA SARL
- Le Chevannet 71430 ST VINCENT BRAGNY
- Code AIOT dans GUN : 0005400604
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : non

L'installation exploitée était une carrière d'argile à ciel ouvert autorisée depuis l'année 2000 qui a été remise en état.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Cette visite a été réalisée suite à des non-conformités relevées dans le cadre du premier dossier de cessation partielle déposé en 2020.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Cessation partielle carrière	Code de l'environnement, article R.512-39-1	/	
Cessation partielle carrière	Arrêté Préfectoral du 16/06/2000, article 25.2	/	
Cessation partielle carrière	Code de l'environnement, article R.512-39-2	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La remise en état est conforme aux dispositions du code de l'environnement (articles R.512-39-1 et suivants) et de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 juin 2000.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Cessation partielle carrière

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.512-39-1
Prescription contrôlée : II.- La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site.
Constats : Les deux plans d'eau résiduels sont clôturés et une signalisation a été mise en place à proximité pour avertir du danger de noyade. Dans son dossier de cessation partielle, l'exploitant a fourni un document attestant de l'absence de pollution durant la période d'exploitation en son nom.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Cessation partielle carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2000, article 25.2
Prescription contrôlée : L'objectif du réaménagement est de favoriser l'intégration finale dans le milieu naturel. La surface remblayée sera reboisée. Les plantations seront constituées avec les espèces identifiées dans l'étude écologique avec une majorité de feuillus.
Constats : La surface remblayée et réaménagée a été reboisée par des semis de chêne sessile et de bouleau au printemps 2021. Le dossier de cessation fournit une attestation des travaux sylvicoles réalisés par un expert forestier agréé.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Cessation partielle carrière

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.512-39-2
Prescription contrôlée : II. — Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.
Constats : Le dossier de cessation partielle fournit les attestations de conformité de la remise en état du maire de la commune concernée (Saint-Vincent-Bragny) et du propriétaire des terrains (Groupement Forestier de Pancemont).
Type de suites proposées : Sans suite